



Être bien entouré, ça change tout !

AUDIT & COMMISSARIAT AUX COMPTES

ALTONEO AUDIT

15 rue des Bordagers Changé - CS 92107 - 53063 LAVAL Cedex 9

Tél. 02 43 53 81 61

Capital de 260 665 € - 499 885 333 RCS LAVAL

N° TVA intracommunautaire : FR 24 499 885 333

ASSOCIATION DE L'IMMACULEE CONCEPTION

15 Rue de Crossardière

53000 LAVAL

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2025

**ASSOCIATION DE
L'IMMACULEE CONCEPTION
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2025**

A l'Assemblée Générale de l'Association de l'Immaculée Conception,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association de l'Immaculée Conception, relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes de l'annexe des comptes annuels ci-joints exposent les règles et méthodes comptables relatives, d'une part, aux immobilisations et à leur dépréciation aux pages 30 à 33 et, d'autre part, aux subventions d'investissements aux pages 36 à 38. Ces informations sont complétées de considérations propres à l'exercice fournies dans les notes « Tableau des mouvements des immobilisations (Tableau I) », « Tableau des mouvements des amortissements (Tableau II) » et « Tableau de détail des subventions d'investissement ».

Dans le cadre de notre appréciation, nous avons procédé à la vérification du caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe et de la pertinence des hypothèses sur lesquelles elles se fondaient, en :

- rapprochant le budget des investissements validé par le Conseil d'Administration avec les investissements réalisés sur l'exercice ;
- procédant à des recoupements des immobilisations avec les subventions d'investissements et les notifications d'octroi de celles-ci ;
- effectuant des sondages sur la comptabilisation des immobilisations et des amortissements.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;




- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Laval, le 18 décembre 2025

Le Commissaire aux comptes

SAS ALTONEO AUDIT

DocuSigned by:

36ADED4E3B80440...

Christophe MERIENNE
Associé



ASSOCIATION IMMACULEE CONCEPTION

15 rue Crossardière

53000 LAVAL

Exercice N : 01/09/2024 - 31/08/2025

Exercice N-1 : 01/09/2023 - 31/08/2024

	ACTIF	2024-2025			2023-2024	Ecart	%
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	NET N-1		
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :	-	-	-	-	-	
	- Frais d'établissement	-	-	-	-	-	
	- Frais de recherche et de développement	-	-	-	-	-	
	- Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-	-	
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés	-	-	-	-	-	
	- Autres Immobilisations Incorporelles	-	-	-	-	-	
	- Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-	
	- Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporel	-	-	-	-	-	
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-	-	-	-	
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :	-	-	-	-	-	
	- Terrains	1 051 125,01	-	1 051 125,01	1 051 125,01	-	
	- Constructions	23 834 374,17	15 221 090,76	8 613 283,41	9 351 999,66	- 738 716,25	-7,90%
	- Installations techniques, matériel et outillage	4 860 129,05	4 325 478,82	534 650,23	481 977,83	52 672,40	10,93%
	- Amélioration des sols et des milieux	-	-	-	-	-	
	- Autres Immobilisation Corporelles	78 712,91	72 426,28	6 286,63	10 364,98	- 4 078,35	-39,35%
	- Immobilisations corporelles en cours	5 909 639,06	-	5 909 639,06	1 606 905,03	4 302 734,03	267,77%
	- Avances et acomptes sur Immobilisations corporelle	-	-	-	-	-	
	- Biens reçus par legs ou donations destinés à être	-	-	-	-	-	
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	35 733 980,20	19 618 995,86	16 114 984,34	12 502 372,51	3 612 611,83	28,90%
A C T I F C I R C U L A N T	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :	-	-	-	-	-	
	- Participations et créances rattachées	-	-	-	-	-	
	- Autres titres immobilisés	306 891,50	-	306 891,50	406 707,00	- 99 815,50	-24,54%
	- Prêts	-	-	-	-	-	
	- Autres Immobilisations financières	7 524,49	-	7 524,49	1 524,49	6 000,00	393,57%
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	314 415,99	-	314 415,99	408 231,49	- 93 815,50	-22,98%
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	36 048 396,19	19 618 995,86	16 429 400,33	12 910 604,00	3 518 796,33	27,26%
	STOCKS ET EN-COURS	-	-	-	-	-	
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMM.	26 600,87	-	26 600,87	31 140,90	- 4 540,03	-14,58%
	CREANCES :	-	-	-	-	-	
	- Créances clients, usagers et comptes rattachés	261 436,47	163 670,99	97 765,48	71 901,81	25 863,67	35,97%
	- Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-	-	
	- Autres	473 684,55	-	473 684,55	299 424,01	174 260,54	58,20%
	TOTAL CREANCES	735 121,02	163 670,99	571 450,03	371 325,82	200 124,21	53,89%
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	3 200 000,00	-	3 200 000,00	3 200 000,00	-	
	INSTRUMENTS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	
	DISPONIBILITES	5 040 349,36	-	5 040 349,36	8 090 760,56	- 3 050 411,20	-37,70%
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	382 846,00	-	382 846,00	190 201,00	192 645,00	101,28%
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	9 384 917,25	163 670,99	9 221 246,26	11 883 428,28	- 2 662 182,02	-22,40%
	FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)	-	-	-	-	-	
	PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS	-	-	-	-	-	
	ECARTS DE CONVERSION ACTIF (IV)	-	-	-	-	-	
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	45 433 313,44	19 782 666,85	25 650 646,59	24 794 032,28	856 614,31	3,45%

BILAN



ASSOCIATION IMMACULEE CONCEPTION

Être bien entouré, ça change tout !
 ASSOCIATION IMMACULEE CONCEPTION
 15 rue Crossardière
 53000 LAVAL

Exercice N : 01/09/2024 - 31/08/2025

Exercice N-1 : 01/09/2023 - 31/08/2024

	PASSIF	Exercice N 2024-2025	Exercice N-1 2023-2024	Ecarts	%
FONDS PROPRES	FONDS PROPRES	-	-	-	
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	-	-	-	
	- Fonds propres statutaires	-	-	-	
	- Fonds propres complémentaires	-	-	-	
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	-	-	-	
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	-	-	-	
	- Fonds propres statutaires	-	-	-	
	- Fonds propres complémentaires	-	-	-	
	TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	-	-	-	
	ECARTS DE REEVALUTION	-	-	-	
	RESERVES	-	-	-	
	- Réserves statutaires ou contractuelles	-	-	-	
	- Réserves pour projet de l'entité	6 840 969,33	5 940 733,85	900 235,48	15,15%
	- Autres réserves	-	-	-	
	TOTAL RESERVES	6 840 969,33	5 940 733,85	900 235,48	15,15%
REPORT A NOUVEAU	REPORT A NOUVEAU	5 723 320,75	5 723 320,75	-	
	RESULTAT DE L'EXERCICE	928 978,90	900 235,48	28 743,42	3,19%
	SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	13 493 268,98	12 564 290,08	928 978,90	7,39%
	Fonds propres consommables	-	-	-	
	Subventions d'investissement	2 152 594,19	2 047 847,16	104 747,03	5,11%
	PROVISION REGLEMENTEES	-	-	-	
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	15 645 863,17	14 612 137,24	1 033 725,93	7,07%
	FONDS REPORTES ET DEDIES	-	-	-	
	- Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-	-	
	- Fonds dédiés	7 721,88	9 882,70	- 2 160,82	-21,86%
	TOTAL FONS REPORTES ET DEDIES (II)	7 721,88	9 882,70	- 2 160,82	-21,86%
	PROVISIONS	-	-	-	
	- Provisions pour risques	-	-	-	
	- Provisions pour charges	1 589 871,41	1 604 612,41	- 14 741,00	-0,92%
	TOTAL PROVISIONS (III)	1 589 871,41	1 604 612,41	- 14 741,00	-0,92%
DETTES	DETTES	-	-	-	
	- Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-	-	
	- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 690 422,77	7 180 698,73	- 490 275,96	-6,83%
	- Emprunts et dettes financières diverses	-	-	-	
	- Avances et acomptes reçus	151 631,48	138 273,73	13 357,75	9,66%
	- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	245 900,38	144 967,82	100 932,56	69,62%
	- Dettes des legs ou donations	-	-	-	
	- Dettes fiscales et sociales	379 251,01	363 800,14	15 450,87	4,25%
	- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	340 447,51	119 403,54	221 043,97	185,12%
	- Autres dettes	32 558,17	33 634,03	- 1 075,86	-3,20%
	- Instruments de trésorerie	-	-	-	
	- Produits constatés d'avance	566 978,81	586 621,94	- 19 643,13	-3,35%
	TOTAL DETTES (IV)	8 407 190,13	8 567 399,93	- 160 209,80	-1,87%
	- Ecart de conversion passif (V)	-	-	-	
	TOTAL DU PASSIF	25 650 646,59	24 794 032,28	856 614,31	3,45%



COMPTE DE RESULTAT

ASSOCIATION IMMACULEE CONCEPTION

ASSOCIATION IMMACULEE CONCEPTION

15 rue Crossardière

53000 LAVAL

Exercice N : 01/09/2024 - 31/08/2025

Exercice N-1 : 01/09/2023 - 31/08/2024

	Exercice N 2024-2025	Exercice N-1 2023-2024	Ecart	%
PRODUITS D'EXPLOITATION	-	-	-	
Cotisations	37 968,00	38 409,00	- 441,00	-1,15%
Ventes de biens et services	4 320 524,51	4 253 430,44	67 094,07	1,58%
Ventes de biens	41 159,68	39 979,32	1 180,36	2,95%
dont ventes de dons en nature	-	-	-	
Ventes de prestations de service	4 279 364,83	4 213 451,12	65 913,71	1,56%
dont parrainages	-	-	-	
Production stockée	-	-	-	
Production immobilisée et autoconsommée	-	-	-	
Produits de tiers financeurs	2 710 717,55	2 751 787,33	- 41 069,78	-1,49%
Concours publics et subventions d'exploitation	2 710 717,55	2 751 787,33	- 41 069,78	-1,49%
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	-	-	-	
Ressources liées à la générosité du public	-	-	-	
Dons manuels	-	-	-	
Mécénats	-	-	-	
Legs, donations et assurances-vie	-	-	-	
Contributions financières	-	-	-	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	165 968,26	66 897,93	99 070,33	148,09%
Utilisations des fonds dédiés	12 380,82	15 569,50	- 3 188,68	-20,48%
Autres produits	4 570,00	1 989,00	2 581,00	129,76%
TOTAL I	7 252 129,14	7 128 083,20	124 045,94	1,74%
CHARGES D'EXPLOITATION	-	-	-	
Achats de marchandises	51 521,34	59 024,61	- 7 503,27	-12,71%
Variation de stock	-	-	-	
Autres achats et charges externes	2 467 213,87	2 449 193,09	18 020,78	0,74%
Aides financières	-	-	-	
Impôts, taxes et versements assimilés	244 071,29	261 054,30	- 16 983,01	-6,51%
Salaires et traitements	2 027 997,81	1 938 224,02	89 773,79	4,63%
Charges sociales	691 613,76	677 097,47	14 516,29	2,14%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 139 071,49	1 143 211,32	- 4 139,83	-0,36%
Dotations aux provisions	89 170,00	144 194,00	- 55 024,00	-38,16%
Reports en fonds dédiés	10 220,00	13 900,00	- 3 680,00	-26,47%
Autres charges	65 141,64	54 077,75	11 063,89	20,46%
TOTAL II	6 786 021,20	6 739 976,56	46 044,64	0,68%
			-	
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	466 107,94	388 106,64	78 001,30	20,10%
PRODUITS FINANCIERS	-	-	-	
De participations	-	-	-	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-	-	
Autres intérêts et produits assimilés	147 484,52	230 383,10	- 82 898,58	-35,98%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-	-	
Différences positives de change	-	-	-	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-	
TOTAL III	147 484,52	230 383,10	- 82 898,58	-35,98%
CHARGES FINANCIERES	-	-	-	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-	-	
Intérêts et charges assimilées	70 220,28	74 786,34	- 4 566,06	-6,11%
Différences négatives de change	-	-	-	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-	
TOTAL IV	70 220,28	74 786,34	- 4 566,06	-6,11%
			-	
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	77 264,24	155 596,76	- 78 332,52	-50,34%
			-	
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	543 372,18	543 703,40	- 331,22	-0,06%

COMPTE DE RESULTAT

ASSOCIATION IMMACULEE CONCEPTION



ASSOCIATION IMMACULEE CONCEPTION
15 rue Crossardière
53000 LAVAL

Exercice N : 01/09/2024 - 31/08/2025
Exercice N-1 : 01/09/2023 - 31/08/2024

	Exercice N 2024-2025	Exercice N-1 2023-2024	Ecart	%
	-	-	-	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	-	-	
Sur opérations de gestion	38 245,87	20 898,18	17 347,69	83,01%
Sur opérations en capital	349 399,19	337 451,88	11 947,31	3,54%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-	-	
TOTAL V	387 645,06	358 350,06	29 295,00	8,17%
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	-	-	
Sur opérations de gestion	2 038,34	1 817,98	220,36	12,12%
Sur opérations en capital	-	-	-	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-	-	
TOTAL VI	2 038,34	1 817,98	220,36	12,12%
			-	
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	385 606,72	356 532,08	29 074,64	8,15%
			-	
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-	-	
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-	-	-	
			-	
Total des produits (I + III + V)	7 787 258,72	7 716 816,36	70 442,36	0,91%
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	6 858 279,82	6 816 580,88	41 698,94	0,61%
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	928 978,90	900 235,48	28 743,42	3,19%
			-	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	-	-	-	
Dons en nature	-	-	-	
Prestations en nature	66 529,74	51 152,87	15 376,87	30,06%
Bénévolat	-	-	-	
TOTAL	66 529,74	51 152,87	15 376,87	30,06%
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	-	-	-	
Secours en nature	-	-	-	
Mises à disposition gratuite de biens	66 529,74	51 152,87	15 376,87	30,06%
Prestations en nature	-	-	-	
Personnel bénévole	-	-	-	
TOTAL	66 529,74	51 152,87	15 376,87	30,06%



Annexes



Être bien entouré, ça change tout !

SOMMAIRE DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

I. INFORMATIONS GENERALES

- 1) Identification de l'Ogec, objet social, activités, moyens mis en œuvre
- 2) Faits marquants de l'exercice
- 3) Événements postérieurs à la clôture

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 1) Durée et dates de l'exercice comptable
- 2) Référentiel comptable
- 3) Dérogations aux principes et méthodes comptables
- 4) Changements comptables

III. NOTES SUR LE BILAN

- 1) Immobilisations incorporelles et corporelles
- 2) Dépréciations d'éléments d'actif
- 3) Echéance des créances et des dettes
- 4) Evaluation des valeurs mobilières de placement
- 5) Fonds propres
- 6) Subventions d'investissement
- 7) Provisions
- 8) Fonds dédiés
- 9) Passifs éventuels

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

- 1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations
- 2) Informations sur les concours publics et les subventions
- 3) Ventilation du chiffre d'affaires
- 4) Effectif employé pendant l'exercice
- 5) Rémunération des dirigeants
- 6) Honoraires des commissaires aux comptes
- 7) Rattachement des charges et des produits à l'exercice
- 8) Charges et produits exceptionnels



Être bien entouré, ça change tout !

- 1) Informations sur les transactions avec les contreparties
- 2) Engagements financiers donnés et reçus
- 3) Engagements pris en matière de crédit-bail
- 4) Contributions volontaires en nature

TABLEAUX

(en complément des notes sur le bilan et le compte de résultat)

TABLEAU I	Tableau des mouvements des immobilisations
TABLEAU II	Tableau des mouvements des amortissements
TABLEAU III	Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif
TABLEAU IV	Etat des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties
TABLEAU V	Tableau des valeurs mobilières de placement
TABLEAU VI	Tableau de variation des fonds propres
TABLEAU VII	Tableaux de suivi des subventions d'investissement
TABLEAU VIII	Tableau des mouvements des provisions
TABLEAU IX	Tableau des mouvements des fonds dédiés
TABLEAU X	Tableau des engagements pris en matière de crédit-bail
TABLEAU XI	Tableau de détail des concours publics et subventions

1) Identification de l'Ogec, objet social, activités, moyens mis en œuvre :

- Association d'Education et d'Enseignement de l'Immaculée Conception dont le siège social est situé au 15, rue Crossardière – 53000 LAVAL

Etablissements gérés :

- Ecole de l'Immaculée Conception – 9, rue des Ridelleries – 53000 LAVAL
- Ecole de la Providence – 40, rue du Mans – 53000 LAVAL
- Collège de l'Immaculée Conception – 15, rue Crossardière – 53000 LAVAL
- Lycée général et technologique de l'Immaculée Conception – 15, rue Crossardière – 53000 LAVAL
- Lycée professionnel de l'Immaculée Conception – 15, rue Crossardière – 53000 LAVAL
- Centre de formation professionnel ICL – 15, rue Crossardière – 53000 LAVAL
- Unité de formation par apprentissage – 15, rue Crossardière – 53000 LAVAL
- Association déclarée en préfecture de la Mayenne sous le n° W532000858 le 3 mars 1972, parution au journal officiel du 15 mars 1972.
- Extrait des statuts de l'association modifiés du 14 décembre 2023,

Article 3 : Objet

L'Ogec a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du statut de l'Enseignement catholique en France, des décisions du Comité national de l'Enseignement catholique, des accords conclus en son sein d'autre part, d'assurer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

Conformément à l'article 134 du statut de l'Enseignement catholique, l'organisme de gestion a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale d'un ou plusieurs établissement(s) ; il l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique. Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif. Il est l'employeur des personnels de droit privé »

L'Ogec peut se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation, l'apprentissage et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.

L'Ogec peut passer convention avec l'Etat, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.

L'Ogec peut acquérir, aliéner tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

- Nature et périmètre des activités réalisées :



Activités pédagogiques	Activités annexes
Enseignement primaire : école maternelle, élémentaire Enseignement secondaire : collège, lycée général, technologique, professionnel Enseignement supérieur : BTS Centre de formation professionnelle continue Formation initiale par apprentissage : UFA	Restauration scolaire Etude surveillée Garderie Internat
Ecole de la Providence : 4 classes – 98 élèves Ecole de l'Immaculée Conception : 11 classes – 274 élèves Collège : 33 classes - 901 élèves Lycée général et technologique : 29 classes – 879 élèves Lycée professionnel : 13 classes – 210 élèves UFA : 10 apprenants	

• Moyens mis en œuvre :

- o Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat : effectif : 165,36 ETP
- o Personnel salarié Ogec : 62,33 ETP
- o Locaux scolaires : surface globale : 24 107 m² de bâti scolaire dont 850 m² en prêt à usage auprès de l'association des Ecoles Libres de la Mayenne.

2) Faits marquants de l'exercice :

L'exercice 2024/2025 a été marqué par :

- La nomination de Mesdames Renault et Mutz à la direction des écoles de l'Immaculée Conception et de la Providence au 1^{er} septembre 2024.
- La reconstruction de l'école de l'Immaculée Conception et d'un internat s'est poursuivie sur toute l'année scolaire 2024/2025 pour une ouverture de la partie école au 1^{er} septembre 2025. Un en-cours est comptabilisé à hauteur de 5,86 M€. La dernière tranche a été lancée en juillet 2025 pour une fin de chantier courant de l'année scolaire 2026/2027.

3) Evènements postérieurs à la clôture :

- Néant

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES



Être bien entouré, ça change tout !

1) Durée et dates de l'exercice comptable :

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er septembre 2024 au 31 août 2025.

2) Référentiel comptable :

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2025 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (rèlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2023) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

3) Dérogations aux principes et méthodes comptables :

- Néant

4) Changements comptables :

L'Autorité des Normes Comptables a adopté le 11 mars 2022 deux nouveaux textes : le règlement N°2022-01 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général et le règlement N°2022-02 modifiant le règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018, qui ont été homologués par arrêté du 13 décembre 2022 publié au Journal Officiel du 18 décembre 2022. Ce changement de réglementation se traduit par des reclassements au sein des produits d'exploitation, qui concernent les ventes de prestations de services, les concours publics et les subventions d'exploitation.



Le tableau ci-dessous permet de visualiser l'incidence de ces reclassements entre les comptes 2021/2022 et les comptes 2022/2023 :

	Exercice 2022/2023			Exercice 2021/2022		
	Montant (en €)	Rubrique du compte de résultat	Compte dans la nomenclature 2023	Montant (en €)	Rubrique du compte de résultat	Compte dans la nomenclature 2020
I - Reclassements ayant une incidence sur la présentation du compte de résultat						
Aide au développement des compétences versée par l'OPCO		Contributions financières	Contributions financières reçues d'autres organismes (7551)		Concours publics et subventions d'exploitation	Concours publics (732)
Financement des formations par apprentissage par les OPCO (NPEC, frais annexes, équipements pédagogiques, mobilité internationale)		Ventes de prestations de services	Prestations de services apprentissage (7062)		Concours publics et subventions d'exploitation	Concours publics (7341 ; 7343 ; 7344 ; 73451)
Formation professionnelle continue bénéficiant d'un financement public (Pôle Emploi, Etat, collectivités territoriales...)		Ventes de prestations de services	Prestations de formation professionnelle continue (70676)		Concours publics et subventions d'exploitation	Concours publics (736)
II - Reclassements sans incidence sur la présentation du compte de résultat						
Solde de la taxe d'apprentissage affecté au fonctionnement		Concours publics et subventions d'exploitation	Subventions (7482)		Concours publics et subventions d'exploitation	Concours publics (7331)
Financement des formations par apprentissage par les régions (majorations des NPEC, mobilité internationale...)		Concours publics et subventions d'exploitation	Subventions (7421)		Concours publics et subventions d'exploitation	Concours publics (7342 ; 73452)



Être bien entouré, ça change tout !

III. NOTES SUR LE BILAN :

1) Immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (TABLEAU I).

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

TABEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations à	Augmentations (acquisitions et	Augmentations (par	Diminutions (cessions et mises	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la	Valeur d'origine des
I N C O R P O R E L L E S	Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-	
	Frais de recherche et de développement	-	-	-	-	-	-	
	Donations temporaires d'usufruit		-	-	-	-	-	
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	-	-	-	-	-	-	
	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	
	Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-	-	
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL I	-	-	-	-	-	-	
	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)	1 051 125,01	-	-	-	-	1 051 125,01	
	Constructions	23 854 219,65	-	-	79 607,38	32 180,46	23 806 792,73	
C O R P O R E L L E S	Sur sol d'autrui	27 581,42	-	-	-	-	27 581,42	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 570 043,74	334 119,73	-	44 034,41	-	4 860 129,06	
	Installations générales, agencements, aménagements	-	-	-	-	-	-	
	Matériel de transport	9 206,76	-	-	-	-	9 206,76	
	Autres immobilisations corporelles	69 506,15	-	-	-	-	69 506,15	
	Matériel de bureau et informatique	-	-	-	-	-	-	
	Mobilier	-	-	-	-	-	-	
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses	-	-	-	-	-	-	
	Immobilisations corporelles en cours	1 606 905,04	4 334 914,49	-	-	32 180,46	5 909 639,07	
	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	
F I N A N C I	Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés		-	-	-	-	-	
	TOTAL II	31 188 587,77	4 669 034,22	-	123 641,79	-	35 733 980,20	-
	Participations et créances rattachées	-	-	-	-	-	-	
	Autres titres immobilisés	406 707,00	-	184,50	100 000,00	-	306 891,50	
	Prêts et autres immobilisations financières	1 524,49	6 000,00	-	-	-	7 524,49	
	TOTAL III	408 231,49	6 000,00	184,50	100 000,00	-	314 415,99	-
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	31 596 819,26	4 675 034,22	184,50	223 641,79	-	36 048 396,19	-

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire correspondant
Structure (gros œuvre)	25 à 50 ans	2 à 4 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans	5 à 6,66 %
Installations générales et techniques	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Équipement de restauration	8 à 12 ans	8,33 à 12,5 %
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Matériel de transport	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel informatique	2 à 5 ans	20 à 50 %
Matériel de reprographie	2 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	2 à 3 ans	33,33 à 50 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (TABLEAU II).



TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements de poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice	Amortissements supplémentaires sur immobilisations créées au cours de l'exercice
I N C O R P O R E L L E S	Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-
	Frais de recherche et de développement	-	-	-	-	-	-
	Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-	-	-
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels	-	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-
	TOTAL I	-	-	-	-	-	-
	Agencements et aménagements de terrains	-	-	-	-	-	-
C O R P O R E L L E S	Sur sol propre	14 505 245,78	768 748,45	79 607,38	-	15 194 386,85	-
	Constructions	24 555,65	2 148,26	-	-	26 703,91	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 088 065,90	281 447,33	44 034,41	-	4 325 478,82	-
	Installations générales, agencements, aménagements	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	Matériel de transport	9 206,76	-	-	-	9 206,76	-
	Matériel de bureau et informatique	59 141,17	4 078,35	-	-	63 219,52	-
	Mobilier	-	-	-	-	-	-
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses	-	-	-	-	-	-
	TOTAL II	18 686 215,26	1 056 422,39	123 641,79	-	19 618 995,86	-
TOTAL GENERAL (I + II)		18 686 215,26	1 056 422,39	123 641,79	-	19 618 995,86	-

2) Dépréciations des éléments d'actif :

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (TABLEAU III).

Les Créances usagers sont valorisées en tenant compte d'une dépréciation selon les antériorités :

- Famille partie à l'année N : passage en créances douteuses ou litigieuses sans provision,
- Famille partie à l'année N-1 : provision de la créance à hauteur de 50 %,
- Famille partie à l'année N-2 : complément de la provision de 50 % pour la porter à 100 % de la créance,
- Famille partie à l'année N-3 : reprise de la provision.
- L'établissement provisionne également la totalité des créances dues par les familles présentes à l'année N + 1 et dont le montant est supérieur à 500,00 €.

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF (TABLEAU III)

OBJET DES DEPRECIATIONS			Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :	• Incorporelles	-	-	-	-
		• Corporelles	-	-	-	-
		• Financières	-	-	-	-
	Stocks et en-cours		-	-	-	-
	Créances clients et usagers (familles, élèves)		136 813,90	82 649,10	55 792,01	163 670,99
	Autres créances		-	-	-	-
	Valeurs mobilières de placement		-	-	-	-
	TOTAL		136 813,90	82 649,10	55 792,01	163 670,99
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation			82 649,10	55 792,01	
	financières			-	-	
	exceptionnelles			-	-	

3) Echéance des créances et des dettes :

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (TABLEAU IV).

Les créances sont ventilées en 2 catégories (moins d'un an et plus d'un an) tandis que les dettes sont ventilées en 3 catégories (moins d'un an ; d'un an à cinq ans ; plus de 5 ans) en application du plan comptable général (art. 833-9 pour l'état des échéances des créances et art. 833-13 pour les dettes).

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES ET SÛRETÉS RÉELLES CONSENTIES (TABLEAU IV)

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	-	-	-
Autres créances	7 524,49	6 000,00	1 524,49
Sous-total créances de l'actif immobilisé	7 524,49	6 000,00	1 524,49
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	261 436,47	199 197,09	62 239,38
Créances reçues par legs et donations	-	-	-
Créances sociales et fiscales	194 414,72	194 414,72	-
Autres créances (à détailler si besoin)	305 815,87	305 815,87	-
Sous-total créances de l'actif circulant	761 667,06	699 427,68	62 239,38
TOTAL CREANCES	769 191,55	705 427,68	63 763,87



Être bien entouré, ça change tout ! DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE			Montant des SÛRETÉS RÉELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 690 422,77	493 755,96	1959 999,84	4 236 666,97	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-	-
Sous-total dettes financières	6 690 422,77	493 755,96	1959 999,84	4 236 666,97	-
Dettes fournisseurs	245 900,38	245 900,38	-	-	-
Dettes des legs et donations	-	-	-	-	-
Dettes fiscales et sociales	379 251,01	379 251,01	-	-	-
Dettes sur immobilisations	340 447,51	340 447,51	-	-	-
Autres dettes	184 189,65	184 189,65	-	-	-
Sous-total autres dettes	1 149 788,55	1 149 788,55	-	-	-
TOTAL DETTES	7 840 211,32	1643 544,51	1959 999,84	4 236 666,97	-

4) Evaluation des valeurs mobilières de placement :

En application du plan comptable général (art. 833-8), pour les valeurs mobilières de placement (qui sont des éléments fongibles de l'actif circulant), l'annexe doit mentionner la différence entre l'évaluation figurant au bilan et celle qui résulterait des derniers prix du marché connus à la clôture des comptes.

En cas de moins-value latente, une dépréciation doit être constatée.

Un tableau des valeurs mobilières de placement est joint (TABLEAU V). Il fait état, par catégorie de titres, des différences d'évaluation entre la valeur historique et la valeur de marché.

En cas de moins-value latente (correspondant à une valeur historique supérieure à la valeur de marché), une dépréciation est constatée. La variation des dépréciations des valeurs mobilières de placement au cours de l'exercice figure dans le tableau des mouvements des dépréciations (TABLEAU III).

TABLEAU DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (TABLEAU V)

(en €)		à la clôture (31/08/N)					à la clôture précédente (31/08/N-1)					
Type de titre	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins- value latente	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins- value latente

5) Fonds propres :

La première application du règlement ANC n° 2018-06 a conduit à enregistrer des changements de méthode comptable, ayant un impact sur le poste « Report à nouveau ».

Des précisions sur l'application rétrospective de cette nouvelle réglementation sont données dans les notes de l'annexe relatives aux postes concernés.

La première application du règlement ANC n° 2018-06 a également généré des évolutions en termes de classement au sein des rubriques constituant le poste « Fonds propres » du bilan. Il s'agit de mouvements de poste à poste, sans impact sur le « Report à nouveau ».



In tableau de variation des fonds propres est joint (TABLEAU VI).

Être bien entouré, ça change tout !

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU VI)

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-	-
Réserves	5 940 733,85	900 235,48	-	-	6 840 969,33
- Réserves statutaires ou contractuelles	-	-	-	-	-
- Réserves pour projet de l'entité	5 940 733,85	900 235,48	-	-	6 840 969,33
Report à nouveau	5 723 320,75	-	-	-	5 723 320,75
Excédent ou déficit de l'exercice	900 235,48	- 900 235,48	928 978,90	-	928 978,90
Situation nette (sous-total)	12 564 290,08	-	928 978,90	-	13 493 268,98
Fonds propres consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	2 047 847,16	-	454 170,83	349 423,80	2 152 594,19
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL DES FONDS PROPRES	14 612 137,24	-	1 383 149,73	349 423,80	15 645 863,17

6) Subventions d'investissement :

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints (TABLEAUX VII). Ils comprennent :

- Un tableau de retraitement des subventions d'investissement (changement de méthode) ;
- Un tableau de variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat) ;
- Un tableau de détail des subventions d'investissement, permettant un suivi par projet et par financeur.

La première application du règlement ANC n° 2018-06 a nécessité un retraitement opéré de manière rétrospective sur les subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables, qui figuraient à la clôture de l'exercice 2019/2020 dans les comptes 1026 ou 1036 et étaient présentées dans la rubrique « Fonds associatifs sans/avec droit de reprise » au passif du bilan.


Ce changement de méthode comptable a conduit à un reclassement de ces subventions en compte 13 formant la rubrique « Subventions d'investissement » au passif du bilan.

Les quotes-parts de ces subventions d'investissement qui auraient été virées au compte de résultat du ou des exercices antérieurs ont fait l'objet d'une comptabilisation en « Report à nouveau ».

1 - TABLEAU DE VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Montant nominal	5 836 271,06	454 170,83	130 348,96	6 160 092,93
Subventions d'investissement	5 015 156,63	363 932,38	126 444,55	5 252 644,46
Taxe d'apprentissage	821 114,43	90 238,45	3 904,41	907 448,47
Quote-part virée au résultat	3 788 423,90	349 423,80	130 348,96	4 007 498,74
Subventions d'investissement	3 011 353,34	319 353,13	126 444,55	3 204 261,92
Taxe d'apprentissage	777 070,56	30 070,67	3 904,41	803 236,82
Montant net figurant au passif du bilan	2 047 847,16	104 747,03	-	2 152 594,19

2 - TABLEAU DE DETAIL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

 SUBVENTIONS (projet et financeur)		Montant à l'origine	Montant à l'ouverture de	Montant viré au compte de	Montant à la clôture de
Région Construction du lycée	R000122893	151 156,00	41 170,84	7 823,52	102 161,64
Région Construction du lycée	R00049057	147 147,00	46 023,38	7 491,37	93 632,25
Région Construction Don Bosco T2	R1993_00994	572 217,39	556 919,34	1 900,93	13 397,12
Région CDI chapelle	R1994_05018	48 707,46	43 795,84	491,49	4 420,13
Région Construction de l'Internat	R2005_19629	1 360 339,00	905 285,41	39 457,39	415 596,20
Région Rénovation externat-administration-I	R2008_09085	64 307,00	53 256,65	3 008,40	8 041,95
Région Rénovation externat-administration-II	R2008_09087	29 541,01	24 478,27	1 383,36	3 679,38
Région Construction d'un gymnase	R2008_09103	327 612,00	167 690,44	11 212,64	148 708,92
Région Construction d'un gymnase	R2010_12283	11 791,00	6 040,24	405,31	5 345,45
Région Construction d'un gymnase	R2011_06298	16 876,00	8 762,04	619,32	7 494,64
Région Construction d'un gymnase	R2011_06299	19 501,00	10 124,85	715,58	8 660,57
Région Matériels laboratoire et mobilier scolaire	R2012_08175	13 815,00	13 815,00	-	-
Région Construction d'un gymnase	R2012_08175-2	72 527,00	38 652,92	2 878,77	30 995,31
Région Construction d'un gymnase	R2012_08392	37 935,00	19 824,23	1 425,39	16 685,38
Région Remplacement ballon ECSinternat	R2012_11361	3 585,00	3 585,00	-	-
Région Remplacement ballon ECSinternat	R2012_13615	8 935,00	8 935,00	-	-
Région Construction d'un gymnase	R2013_03802-2	4 976,00	2 683,45	203,29	2 089,26
Région Construction d'un gymnase	R2013_06912	39 559,00	20 859,01	1 525,56	17 174,43
Région Equipements pédagogiques, matériels	R2013_11178	74 073,00	74 073,00	-	-
Région Construction d'un gymnase	R2014_02500	10 505,00	5 609,87	418,75	4 476,38
Région Construction d'un gymnase	R2014_06321	84 073,00	45 332,77	3 435,09	35 305,14
Région Construction d'un gymnase	R2014_06321-2	15 522,00	8 480,16	667,53	6 374,31
Région Mise aux normes d'accessibilité	R2014_08749	98 382,00	71 642,38	7 005,37	19 734,25
Région Construction d'un gymnase	R2015_05822	75 779,00	41 401,80	3 261,44	31 115,76
Région Equipements et mobilier	R2016_06246	159 226,00	114 909,48	16 602,75	27 713,77
Région Câblage informatique	R2017_06188	51 771,00	18 608,65	2 892,26	30 270,09
Région Construction du lycée	R2017_06399	87 867,00	27 800,20	4 064,52	56 002,28
Région Construction du lycée	R2018_07649	107 133,00	31 971,42	4 955,72	70 205,86
Région Construction du lycée	R2018_07649-2	27 640,00	8 645,65	1 407,15	17 587,20
Région Equipements de repassage	R2018_09005	13 226,00	8 508,70	1 510,55	3 206,75
Région Systèmes embarqués labo bac pro SN	R2018_09008	9 821,88	9 821,88	-	-
Région Equipements robotique labo bts SN	R2018_09013	8 753,00	8 753,00	-	-
Région Equipements labo informatique bac pro	R2018_11032	19 836,00	19 836,00	-	-
Région Outils mesurage et prototypage STI2D	R2019_09611	15 434,00	14 726,46	707,54	-
Région Equipements et matériels pédagogique	R2020_09376	10 669,00	8 869,49	1 799,51	-
Région Equipements et matériels pédagogique	R2021_10712	30 163,00	17 785,89	6 189,07	6 188,04
Région Construction du lycée	R2021_13522	154 922,00	26 133,21	8 713,11	120 075,68
Région Equipements informatiques	R2021_14349	48 480,00	36 426,89	12 053,11	-
Région Equipements informatiques	R2021_14353	37 532,00	24 914,33	8 685,97	3 931,70
Région Kits visioconférences	R2021_14354	6 997,50	5 329,60	1 667,90	-
Région Equipements et matériels pédagogique	R2022_09386	54 227,98	24 240,23	12 617,93	17 369,82
Région Equipements informatiques	R2022_09393	49 530,00	30 225,41	16 207,81	3 096,78
Région Equipements information PNR2022	R2022_09385	39 982,00	16 440,48	8 281,66	15 259,86
Région Construction du lycée	R2022_10074	155 717,00	18 057,21	9 035,72	128 624,07
Région Construction du lycée	R2023_07959	173 716,00	8 937,12	10 909,85	153 869,03
Région Equipements informatiques	R2023_07406	35 906,00	9 557,74	13 574,22	12 774,04
Région Equipements et matériels pédagogiques	R2023_06728	6 872,00	1 048,21	1 374,40	4 449,39
Région Equipements et matériels pédagogique	R2024_07823	92 879,05	-	9 556,79	83 322,26
Région Equipements informatiques	R2024_07996	50 342,00	-	11 088,61	39 253,39
Région Construction du lycée	R2024_08536	191 078,00	-	10 134,33	180 943,67
Département TIOE2021	SUBDEP00009	53 630,16	52 560,26	1 069,90	-
Département TIOE2022	SUBDEP00010	57 456,00	36 782,33	19 152,00	1 521,67
Département TIOE2023	SUBDEP00011	35 010,72	10 179,14	11 670,24	13 161,34
Département TIOE2024	SUBDEP00012	34 952,16	-	11 156,41	23 795,75
Département TIOE2024	SUBDEP00013	29 633,33	-	-	29 633,33
Département Renforcement sonneries PPMS	SUBVDPFAL01	25 000,00	16 123,29	2 500,00	6 376,71
FEDER photovoltaïque	SUBVFEDER01	88 379,82	59 299,24	4 418,99	24 661,59
Total		5 252 644,46	2 884 933,40	319 328,52	2 048 382,54



Être bien entouré, ça change tout !

Un tableau des mouvements des provisions est joint (TABLEAU VIII).

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES PROVISIONS (TABLEAU VIII)

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS	Risques	-	-	-	-	-
	Pensions et obligations similaires	365 007,00	-	32 718,00	-	332 289,00
	Gros entretien	1 239 605,41	89 170,00	71 193,00	-	1 257 582,41
	Autres provisions pour charges	-	-	-	-	-
	TOTAL	1 604 612,41	89 170,00	103 911,00	-	1 589 871,41
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation		89 170,00	103 911,00	-	
	financières		-	-	-	
	exceptionnelles		-	-	-	

Engagements de retraite :

Conformément à l'article 9.1.4 de la convention collective de l'enseignement privé non lucratif IDCC n°3218 (CCEPNL), une provision pour indemnité de départ à la retraite est constatée dans les comptes de l'association. Elle est ajustée tous les ans en fonction de nouvelles tables d'espérance de vie et de l'évolution moyenne des salaires.

Les hypothèses retenues sont :

- Âge de départ : 65 ans à l'initiative du salarié,
- Progression des salaires : 2 %,
- Taux de charges patronales : 37 %,
- Convention collective : article 9.1.4 de la CCEPNL (extrait)

Article 9.1.4 : Indemnité de départ à la retraite

Les salariés quittant volontairement l'établissement pour bénéficier d'une pension de retraite ont droit à une indemnité de départ à la retraite calculée en fonction de leur ancienneté dans l'établissement :

Ancienneté	Indemnité
< 5 ans	0,5 mois de salaire
≥ 5 ans et < 10 ans	1 mois de salaire
≥ 10 ans et < 15 ans	1,5 mois de salaire
≥ 15 ans et < 20 ans	2 mois de salaire
≥ 20 ans et < 25 ans	2,5 mois de salaire
≥ 25 ans et < 30 ans	3 mois de salaire
≥ 30 ans et < 35 ans	3,5 mois de salaire
≥ 35 ans	4 mois de salaire

A noter qu'un fonds de mutualisation du 1er degré prend en charge les IDR des enseignants du 1er degré partis en retraite à partir du 1er juillet 1996.

Un fonds de mutualisation du 2d degré prend en charge les IDR des chefs d'établissement du 2d degré (partis en retraite à partir du 1er septembre 2000) et les IDR des enseignants du 2d degré partis en retraite à partir du 1er septembre 2000.

Ces fonds sont gérés par l'UDOGEC.



Précisions sur les provisions pour gros entretien :

Les dépenses concernées par ces provisions de gros entretien sont les dépenses d'entretien (PCG, art. 214-10 et avis CNC n° 2000-01, § 5.10) :

- S'inscrivant dans un programme pluriannuel en application de lois, règlements ou de pratiques constantes de l'entité ;
- Et qui ont pour seul but de vérifier le bon état de fonctionnement des installations et d'y apporter un entretien sans prolonger leur durée de vie au-delà de celle prévue initialement.

En revanche, n'entrent pas dans la catégorie des dépenses de gros entretien et de grandes réparations (et ne peuvent donc faire l'objet de telles provisions), les dépenses pluriannuelles suivantes :

- Les dépenses ayant pour objet de modifier des installations ou de prolonger leur durée de vie (qui ont le caractère d'immobilisations) ;
- Les remplacements de composants (qui ont le caractère d'immobilisations).

	Montant au début de l'exercice	Dotation de l'exercice (68.)	Reprises utilisées (78.)	Reprises non utilisées (78.)	Reprises par fonds propres (106.)	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour charges (gros entretiens)	1 239 605,41	89 170,00	71 193,00	-	-	1 257 582,41
Total	1 239 605,41	89 170,00	71 193,00	-	-	1 257 582,41

8) Fonds dédiés :

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au cours des exercices suivants dans le compte « Utilisations de fonds dédiés » au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Le montant global « Utilisations de fonds dédiés » comprend le montant des immobilisations acquises dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un ou de plusieurs projets définis.

Pour les immobilisations amortissables ainsi financées, le montant de l'acquisition est rapporté en produits sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations.

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint (TABLEAU IX).

Être bien entouré, ça change tout !

FONDS DEJES	Montant initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : reports	Diminutions : utilisations en		Transferts	Fonds restant à utiliser à la clôture	
				Montant	dont remboursements		Montant	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions	9 882,70	9 882,70	10 220,00	12 380,82	-	-	7 721,88	-
Manuels scolaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits	9 882,70	9 882,70	10 220,00	12 380,82	-	-	7 721,88	-
Contributions								
Ressources liées à								
TOTAL	9 882,70	9 882,70	10 220,00	12 380,82	-	-	7 721,88	-

9) Passifs éventuels :

Subventions d'investissement assorties d'un droit de reprise : le droit de reprise de la collectivité correspond au montant des sommes non amorties lorsque les conditions prévues dans la convention ne sont plus respectées. Il n'y a plus de distinction au passif entre les subventions d'investissement avec droit de reprise ou sans droit de reprise.

Collectivités	Montant à l'origine	Levées antérieures du droit de reprise	Levée de l'exercice	Solde du droit de reprise
Région	5 928 893,25	2 615 669,20	263 420,02	3 049 804,03
Département	0,00	0,00	0,00	0,00

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :

1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations :

La méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations pour le compte de tiers est la comptabilisation lors de l'appel de cotisation.

2) Information sur les concours publics et les subventions :

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (TABLEAU XI).

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

La mise en œuvre de cette nouvelle notion a entraîné la reclassification en « concours publics » d'une partie des produits, antérieurement classés dans d'autres rubriques, notamment les forfaits d'externat. Le tableau ci-dessous présente les principaux reclassements de produits en « concours publics » :

Nature de produits	Classement comptable 2020/2021	Classement comptable 2019/2020
Forfaits d'externat	Concours publics	Ventes de prestations de services
Financement des formations par apprentissage	Concours publics (OPCO)	Subventions (régions)
Taxe d'apprentissage	Concours publics (solde 13%)	Subventions (quota & hors quota)
Aides à l'emploi	Concours publics	Autres produits

TABLEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS (TABLEAU XI)

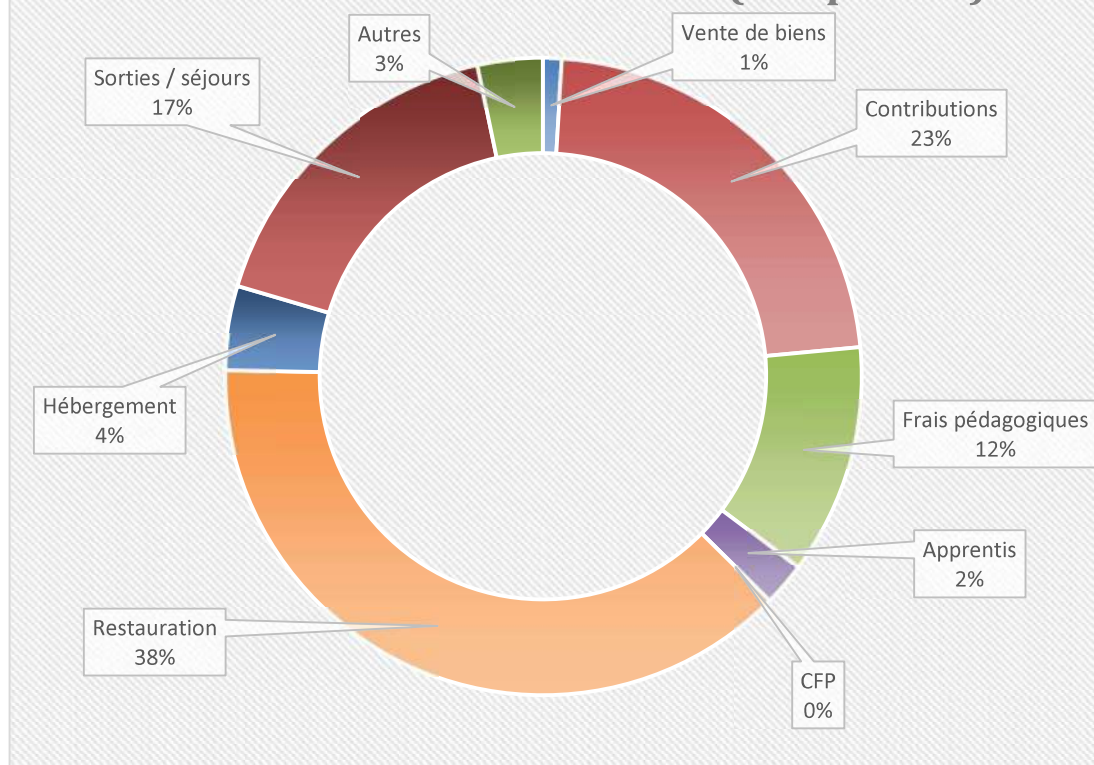
Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	6 392,00	5 960,00
Forfaits d'externat	2 666 178,49	2 715 476,57
<i>dont forfait Etat</i>	1 083 432,99	1 078 121,07
<i>dont forfait Région</i>	779 251,00	803 125,00
<i>dont forfait Département</i>	573 204,00	630 535,00
<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>	230 290,50	203 695,50
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	-	-
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole	-	-
Autres concours publics	-	-
Sous-total concours publics	2 672 570,49	2 721 436,57
Subventions État	471,17	682,00
Manuels scolaires	466,00	682,00
Divers	5,17	-
Subventions Région	32 802,00	23 725,00
<i>Aides sociales / Crédits éducatifs d'autonomie</i>	32 802,00	23 725,00
Subventions Département	2 984,10	4 472,08
<i>Equipements sportifs / collège au cinéma / crédits pédagogiques</i>	2 984,10	4 472,08
Subventions Communes et groupements de communes	1 889,79	1 471,68
<i>Compensation périscolaire</i>	1 889,79	1 471,68
Autres subventions d'exploitation	-	-
<i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)</i>	-	-
<i>dont autres subventions (à détailler)</i>	-	-
Report de subventions	-	-
Sous-total subventions d'exploitation	38 147,06	30 350,76
Total concours publics et subventions d'exploitation	2 710 717,55	2 751 787,33

3) Ventilation du chiffre d'affaires :



Être bien entouré, ça change tout !

Ventilation du chiffre d'affaire (comptes 70)



4) Effectif employé pendant l'exercice :

Effectif moyen employé pendant l'exercice par catégorie tel que défini à l'article D 123-200 du code de commerce.

Catégories	ETP
Cadres	13,09
Agents de maîtrise	7,71
Non cadre	41,52
Total	62,33

5) Rémunération des dirigeants :

Aux termes de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 (loi relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif), les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 € doivent publier chaque année dans le compte financier (c'est-à-dire l'annexe selon la réponse ministérielle du 28 février 2008) les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Dans la convention sur les droits et devoirs liés au mandat d'administrateur Ogec, il est indiqué que l'administrateur s'engage à exercer son activité de façon bénévole.

Au titre de l'exercice, l'association de l'Immaculée Conception n'a rémunéré qu'un seul cadre dirigeant. Pour des motifs de confidentialité, nous ne pouvons mentionner la rémunération brute annuelle de ses dirigeants et de ses avantages en nature car cela conduirait à mentionner des éléments de rémunération individuels.

6) Honoraires des commissaires aux comptes :

Les honoraires de commissariat aux comptes versés à la société ALTONEO Audit dans le cadre de sa mission de certification des comptes de l'exercice clos au 31 août 2025, représentent la somme de 17 100,00 € TTC figurant au compte de résultat de l'exercice.

7) Rattachement des charges et des produits à l'exercice :

L'application du principe de spécialisation des exercices comptables est mise en œuvre dans la gestion de l'association. Pour ce faire, la comptabilité fait mention de :

- Produits et charges imputables à un autre exercice : produits constatés d'avance (passif) et charges constatées d'avance (actif),
- Charges à payer et produits à recevoir rattachés aux postes de dettes et de créances.

Ils se décomposent comme suit :

- Produits constatés d'avance :
 - Forfait d'externat – Région des Pays de Loire : convention à l'année civile soit, 4/12^e sur l'exercice suivant représentant 255 746 €,
 - Forfait d'externat – Département de la Mayenne : convention à l'année civile soit, 4/12^e sur l'exercice suivant représentant 188 449 € dont 9 491€ de subvention exceptionnelle inflation,
 - Subvention Crédits d'équipements et crédits éducatifs d'autonomie de la région des Pays de Loire : 14 232 €,
 - Subvention département pour les déplacements de sport : 363 €
 - Soldes des comptes de restauration : 3 891 €
 - Facturation du séjour en Australie 2025/2026 sur l'exercice afin d'étaler le paiement : 60 800 €
- Charges constatées d'avance :
 - Assurance obligatoire dommage ouvrage : étalement de la charge sur la durée de validité de cette assurance : 75 572 €,
 - Facturation du séjour à New-York 2025/2026 sur l'exercice : 168 960 €,
 - Divers : dépenses diverses de préparation de rentrée facturées par les fournisseurs sur l'exercice 2023/2024 et dont le rattachement comptable se fait sur l'exercice 2025/2026 : 138 314 €.
- Charges à payer :
 - Taxes foncières de l'association se rapportant à l'exercice comptable : 45 075 €,
 - Organismes sociaux et charges salariales : décalage entre les dates de constatation de la dépense et les dates de règlements : 146 045 €,
 - Dépenses rattachées à l'exercice et dont les factures ne sont pas reçues : 64 507 €
 - Divers : charges diverses : 71 860 €.
- Produits à recevoir :
 - Forfait d'externat de la commune de Laval : période juillet-août 2025 non versé : 38 336 €,
 - Divers : 291 278 €.

8) Charges et produits exceptionnels :

- Produits exceptionnels : désistements d'inscriptions, divers : 23 805 €, rappel de forfaits d'externat : 14 441 €, amortissements de subventions d'investissements : 349 399 €.
- Charges exceptionnelles : ajustements divers : 2 038 €.

1) Informations sur les transactions avec les contreparties :

Les transactions figurant dans l'annexe remplissent la condition d'être non habituelles ou de ne pas être conclues à des conditions normales comme une dotation à une fondation ou à un fonds de dotation, ou un apport en fonds propres à une autre entité.

Ces transactions ne sont pas limitées à certaines contreparties (parties liées ou conventions visées à l'article L. 612-5 du code de commerce).

NB : Les conventions visées à l'article L. 612-5 du code de commerce sont appelées « conventions réglementées ».

L'association n'a pas eu de conventions réglementées sur l'exercice.

2) Engagements financiers donnés et reçus :

Cautionnements reçus : L'association des Ecoles Libres de la Mayenne (AEL) s'est portée caution solidaire auprès des établissements financiers de l'association de l'Immaculée Conception pour garantir des emprunts bancaires.

A ce titre, le montant des garanties reçues est de 4 850 000 euros pour les emprunts inscrits dans les comptes de l'association au 31 août 2025.

3) Engagements pris en matière de crédit-bail :

Néant

Un tableau des engagements pris en matière de crédit-bail est joint (TABLEAU X).

TABLEAU DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL (TABLEAU X)

Postes du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer				Prix d'achat
	de l'exercice	cumulées	≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	cumulées	
TOTAL							

Postes du bilan	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeur nette
		de l'exercice	cumulées	
TOTAL				

4) Contributions volontaires en nature :



En application de la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020), un équivalent loyer a été comptabilisé dans les comptes au 31 août 2025 pour un montant de 66 530 € dans les comptes spéciaux (8611) par la contrepartie d'une prestation gratuite du propriétaire (8711).

L'équivalent loyer correspond au coût économique de mise à disposition des locaux. Il a été évalué en appliquant un taux de 4% à leur valeur de reconstruction à neuf, estimée à 2 217 658 € en appliquant un coût moyen de construction de 2 210 € / m2 à une surface corrigée de 1 003 m2. Le taux de 3% couvre essentiellement les amortissements, les provisions pour gros entretien et le coût d'un emprunt.

Commodat de l'école de la Providence - Association des Ecoles Libres de la Mayenne (AEL)

Le calcul d'évaluation du commodat de l'AEL a été effectué comme suit :

Nature des Locaux	Surfaces brutes	Coefficients de pondération	Surfaces corrigées	Coût de reconstruction à neuf
	A	B	C = A X B	D = C X x Euros TTC*
Restauration	110	1	110	243 123
Bâtiment scolaire : RDC	505	1	505	1 117 084
Bâtiment scolaire : 1er étage	190	1	190	420 161
Bâtiment scolaire : grenier	222	0,2	44	98 133
Total hors préau non fermé	1 028		850	1 878 501
Cour extérieure	560	0,1	56	123 772
Sanitaires	23	1	23	50 835
Préau non fermé	149	0,5	74	164 550
Total général	1 759		1 003	2 217 658

* Coût de reconstruction à neuf au mètre-carré : 2 210,21 € TTC
sur la base du coût de construction au mètre carré de l'internat. Base T1 2017

Loyer en pourcentage de la valeur totale de reconstruction :	3,00%	soit :	66 529,74
--	-------	--------	-----------

Actualisation du coût de reconstruction à neuf avec base de référence le 1er trimestre de l'année 2006
2006 T1 = 1 362 - 2007 T1 = 1 385 - 2008 T1 = 1 497 - 2009 T1 = 1 523 - 2010 T1 = 1 508 - 2011 T1 = 1554 - 2012 T1 = 1617
2013 T1 = 1 646 - 2014 T1 = 1 648 - 2015 T1 = 1 632 - 2016 T1 = 1 615 - 2017 T1 = 1 650 - 2018 T1 = 1671 - 2019 T1 = 1728
2020 T1 = 1770 - 2021 T1 = 1822 - 2022 T1 = 1948 - 2023 T1 = 2077 - 2024 T1 = 2227 - 2025 T1 = 2146